

EITI

Extractive
Industries
Transparency
Initiative

Madagascar



GUIDE DES ENTREPRISES

50 Questions-Clés :
Comment les entreprises peuvent
soutenir la mise en oeuvre de l'EITI?

SOMMAIRE

Le guide	
1	De quoi parle ce guide, et à qui est-il destiné ? 3
2	Où puis-je trouver des informations complémentaires ? 3
L'EITI	
3	Quel est le rôle du gouvernement des pays mettant en œuvre l'EITI ? 4
4	Quel est le rôle des entreprises extractives ? 4
5	Quel est le rôle de la société civile ? 4
6	L'EITI est-elle facultative pour les entreprises ? 5
7	Comment l'EITI peut-elle profiter aux entreprises ? 5
8	Quels sont les liens entre l'EITI et d'autres initiatives ? 6
9	Que signifie le statut EITI d'un pays pour les entreprises ? 7
10	Comment les entreprises peuvent-elles jouer un rôle dans la gouvernance de l'EITI ? 7
Opérer dans un pays mettant en œuvre l'EITI	
11	Le gouvernement du pays où l'entreprise opère s'est engagé à mettre l'EITI en œuvre. Que se passe-t-il ensuite ? 8
12	Combien de temps faut-il pour mettre en œuvre l'EITI ? 8
13	Quel est le rôle du Groupe multipartite national ? 9
14	Comment les entreprises peuvent-elles aider le Groupe multipartite à travailler efficacement ? 10
15	Quel est le rôle du Secrétariat national de l'EITI ? 10
16	Qui finance la mise en œuvre de l'EITI dans un pays ? 10
17	Les entreprises peuvent-elles apporter une aide financière ou en nature aux travaux du secrétariat national d'un pays ? 11
18	Qui est responsable de l'élaboration et la gestion du Plan de travail EITI, et en quoi consiste-t-il ? 11
19	Quels sont les besoins probables en personnel et en budget pour la mise en œuvre de l'EITI dans les entreprises ? 11
Questions juridiques	
20	Quelles sont les questions juridiques qui se posent ? 12
21	Comment traiter les clauses de confidentialité ? 12
Divulgarion des données destinées au rapport EITI	
22	Comment fonctionne le processus de déclaration des informations financières ? 13
23	Toutes les entreprises extractives sont-elles tenues de faire une déclaration ? 13
24	En quoi consistent les formulaires de déclaration de l'information financière ? 14
25	Où les entreprises peuvent-elles obtenir les formulaires de déclaration ? 14
26	Qu'est-ce qui est exigé de la part des entreprises ? 14
27	Comment les entreprises doivent-elles traiter la comptabilité de caisse par rapport à la comptabilité d'exercice ? 14
28	Comment les entreprises tiennent-elles compte des paiements en nature et du troc ? 15
29	Comment les entreprises tiennent-elles compte des paiements aux ONG et aux groupes communautaires ? 15
30	L'EITI concerne-t-elle également les entreprises appartenant à l'État ? 15
31	Si une entreprise achète du pétrole, du gaz ou des minéraux à une entreprise appartenant à l'État, doit-elle établir une déclaration ? 16
32	Si une entreprise appartenant à l'État recueille des revenus au nom du gouvernement, doit-elle établir une déclaration en tant qu'entreprise ou en tant qu'entité de l'État ? 16
33	Quand les informations concernant les entreprises doivent-elles être transmises ? 16
34	Que faire si l'exercice fiscal d'une entreprise est différent de la période de déclaration EITI ? 17
35	Qui sont les administrateurs indépendants et comment sont-ils sélectionnés ? 17
36	Que se passe-t-il si les données de l'entreprise ne correspondent pas à celles du gouvernement ? 17
Rendre les rapports EITI compréhensibles, pour un débat public efficace	
37	L'EITI exige une large diffusion des rapports et un engagement public important à leur sujet. Qu'est-ce que cela signifie pour une entreprise ? 18
38	Comment les entreprises tirent-elles avantage de leur participation à des tournées de présentation ou à des réunions dans les hôtels de ville au sujet des rapports ? 18
39	Quelles autres actions les entreprises peuvent-elles mettre en place pour apporter leur soutien à la sensibilisation du grand public dans les pays mettant en œuvre l'EITI ? 18
La validation : une garantie régulière de la qualité du processus EITI d'un pays	
40	Qu'est-ce que la Validation ? 19
41	Comment les entreprises participent-elles à la Validation ? 19
42	Quand la Validation se déroule-t-elle ? 19
Opérer dans un pays qui ne met pas encore en œuvre l'EITI	
43	Le gouvernement du pays où l'entreprise opère ne met pas l'EITI en œuvre. Quelles sont les actions spécifiques qu'une entreprise peut entreprendre pour encourager le gouvernement à s'engager sur la voie de l'EITI ? 20
44	Une entreprise opère dans un pays ayant mis en œuvre l'EITI, mais n'extrait pas encore de ressources naturelles. Que peut faire l'entreprise pour soutenir la mise en œuvre de l'EITI ? 20
45	Que se passe-t-il si la société civile n'est pas formellement reconnue par le gouvernement du pays ? 20
Qu'est-ce que les entreprises peuvent faire de plus ?	
46	Que faut-il pour qu'un pays aille au-delà de la Conformité et comment les entreprises peuvent-elles y contribuer ? 21
47	Comment les entreprises peuvent-elles contribuer au développement de l'EITI ? 21
48	Que peuvent faire les entreprises pour obtenir davantage d'informations sur l'utilisation des revenus extractifs ? 21
49	Comment les entreprises peuvent-elles collaborer avec les autres parties prenantes ? 22
50	Les entreprises sont-elles tenues de divulguer les contrats ? 22
	Exigences de l'EITI 22
	Principes de l'EITI 23

1 De quoi parle ce Guide, et à qui est-il destiné ?

Ce Guide des entreprises est un outil pratique pour aider les entreprises à soutenir la mise en œuvre de l'EITI dans les pays au sein desquels elles opèrent. Il explique comment les entreprises peuvent s'engager aux côtés de l'EITI.

Le Guide a pour objectif d'aider deux groupes principaux dans les entreprises :

(1) Les directeurs de l'entreprise et l'équipe chargée des relations avec le gouvernement et les communautés au sein d'un pays

En apportant des conseils pratiques et détaillés sur les éléments principaux de l'engagement et de la mise en œuvre de l'EITI au sein du pays, y compris sur la déclaration EITI.

(2) Les cadres supérieurs des sièges des entreprises, les décideurs

En servant de guide de référence aux managers qui interagissent avec l'EITI sur le plan international et qui sont chargés de la supervision et de la coordination de l'EITI dans les pays mettant en œuvre l'EITI, ainsi que de la formation et de la communication au sujet de l'engagement de l'entreprise envers l'EITI.

Le Guide peut également servir utilement aux entreprises opérant dans des pays qui envisagent de mettre l'EITI en œuvre.

2 Où puis-je trouver des informations complémentaires ?

Le Groupe multipartite du pays

Chaque pays mettant en œuvre l'EITI doit instaurer un Groupe multipartite, parfois connu sous le nom de Comité National de l'EITI, qui décide des exigences spécifiques au pays, et qui coordonne la mise en œuvre de l'EITI. Le Groupe multipartite est généralement assisté d'un Secrétariat national chargé de la gestion et du support administratif journalier.

Les Secrétariats nationaux dans les pays mettant en œuvre l'EITI

Le Secrétariat national est au service de toutes les parties prenantes. C'est le premier point de contact pour toute question ou information spécifique au processus EITI dans le pays. Les informations de contact de chaque Secrétariat national sont disponibles sur www.eiti.org/fr/countries

Le Secrétariat international

Le Secrétariat international apporte de l'aide aux entreprises et aux autres parties prenantes des pays mettant en œuvre l'EITI. Le Secrétariat international a désigné des responsables de pays qui peuvent être contactés pour obtenir de l'aide relative à des questions spécifiques à un pays.

L'aide peut notamment prendre la forme de conseils, de recommandations et de formations sur les règles et les Exigences de l'EITI, en particulier sur l'adhésion, les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de l'EITI et d'apprentissage par les pairs, ainsi que sur des questions qui vont au-delà de la Conformité.

Le site Internet international de l'EITI

Le site Internet international de l'EITI est le dépôt central des notes techniques d'orientation et de la documentation sur la meilleure manière de mettre en œuvre l'EITI. Il contient des mises à jour régulières au sujet de l'élaboration des politiques EITI, des actualités et des commentaires sur les questions centrales et sur l'évolution des pays, les dernières décisions et actions de sensibilisation du Conseil d'administration, une base de données indexée de tous les rapports EITI, des pages sur chaque pays Candidat ou Conforme à l'EITI, des vidéos EITI et d'autres matériels de communication, ainsi qu'un accès à des documents essentiels à la mise en œuvre, tels que : le Guide des entreprises, la Norme EITI, Talking Matters – Guide de Communication EITI, et le Manuel EITI de la Banque mondiale.

Veuillez consulter le site : www.eitimadagascar.org

Les agences internationales

La plupart des pays mettant en œuvre l'EITI bénéficient d'une aide financière et technique. Celle-ci est souvent apportée par la Banque mondiale ou par une banque de développement régional. Des agences de développement bilatérales soutiennent également les pays mettant en œuvre l'EITI.

Les associations d'industries

Il arrive que des associations d'industries et des chambres sectorielles contribuent à l'EITI. Les principaux groupes membres au niveau mondial sont :

www.icmm.com/languages/french

www.ogp.org.uk

www.ipieca.org

Des conseils et des lignes directrices peuvent également être obtenus auprès d'entreprises qui ont l'expérience de l'EITI.

3 Quel est le rôle du gouvernement des pays mettant en œuvre l'EITI ?

Les gouvernements dirigent la mise en œuvre de la norme EITI et en sont responsables. La décision de mettre en œuvre l'EITI leur revient exclusivement. Le gouvernement a la responsabilité de concevoir son propre processus, conforme à la norme EITI, et sous la supervision du Groupe multipartite.

Les fonctions essentielles du gouvernement sont de :

- * Garantir le financement et l'administration du processus, notamment par le recrutement d'un Secrétariat national de l'EITI, généralement situé au sein du ministère concerné.

- * S'engager à collaborer avec la société civile et avec les entreprises pour mettre en œuvre l'EITI, notamment par l'instauration d'un Groupe multipartite chargé de superviser la mise en œuvre.

- * Faire en sorte que les objectifs du plan de travail EITI soient alignés sur les priorités nationales et sur les réformes du secteur extractif.

- * Créer et activer un cadre pour la mise en œuvre de l'EITI, notamment en abolissant tous les obstacles juridiques, administratifs ou autres, qui s'opposent à la mise en œuvre, et plus spécialement, ceux qui concernent la publication de données EITI et la participation effective de la société civile.

- * Garantir une déclaration régulière et ponctuelle par les entreprises extractives, et la divulgation gouvernementale complète des revenus tirés de l'industrie extractive.

- * Garantir un processus de déclaration crédible assorti d'une assurance adéquate de la qualité des données des entreprises et du gouvernement.

- * Publier un rapport EITI compréhensible, accessible au public, bénéficiant d'une large diffusion et contribuant au débat public.

- * Prendre des mesures correctives pour donner suite aux écarts, aux lacunes et aux inefficiences, et faire en sorte que la mise en œuvre de l'EITI soit durable.

4 Quel est le rôle des Entreprises extractives ?

Les entreprises sont au cœur du processus EITI. Les entreprises pétrolières, gazières et minières déclarent les paiements qu'elles ont faits aux gouvernements des pays mettant en œuvre l'EITI sur une base annuelle. Elles contribuent également à régir le processus EITI, localement et internationalement, et à prôner la sensibilisation, et elles peuvent remplir une série de rôles essentiels au succès de l'EITI

Les entreprises font progresser le processus EITI dans les pays mettant en œuvre l'EITI en :

- **Aidant à initier et en guidant le processus EITI**

Plusieurs pays ont entamé un processus EITI en partie parce qu'ils ont été sensibles au plaidoyer des entreprises.

- **Aidant à définir le périmètre d'application de l'EITI**

Dès qu'un pays s'est engagé à mettre en œuvre l'EITI, les entreprises sont tenues de déterminer le périmètre d'application du processus EITI, en collaboration avec

le Groupe multipartite, le gouvernement et les groupes de la société civile. Cette détermination inclut la définition des flux de revenus qui devront être déclarés et des seuils de matérialité des paiements, ainsi que l'élaboration des formulaires de déclaration.

- **Déclarant et réconciliant les données EITI**

Les entreprises sont tenues de déclarer dans les délais tous les paiements significatifs, et d'utiliser, à cette fin, les formulaires mis à disposition par le Groupe multipartite. Les données relatives aux paiements doivent être basées sur des comptes audités conformément aux normes internationales. Les représentants des entreprises au sein du Groupe multipartite doivent également participer à la désignation de l'administrateur indépendant.

- **Communiquant les résultats de l'EITI**

Les entreprises jouent un rôle essentiel dans la communication des résultats de l'EITI à leur communauté, et au grand public.



5 Quel est le rôle de la Société civile ?

La participation active des organisations de la société civile est au centre de la mise en œuvre de l'EITI, à la fois en définissant et en façonnant le processus, et en facilitant et contrôlant la mise en

œuvre de l'EITI. Durant la mise en œuvre, les organisations nationales et internationales de la société civile apportent un soutien essentiel par la formation, le plaidoyer, la communication et la mobilisation des citoyens, en contribuant à garantir que les rapports EITI sont largement compris et que leurs données sont utilisées.

6 L'EITI est-elle facultative pour les entreprises ?

Dans les pays mettant en œuvre L'EITI, la déclaration des paiements au gouvernement pour l'extraction des minéraux, des hydrocarbures ou d'autres matières couvertes par le processus EITI est obligatoire pour toutes les entreprises extractives qui font des paiements significatifs, qu'elles appartiennent à l'État ou qu'elles soient privées, étrangères ou domestiques. Le pays ne peut pas être Conforme à la norme si les entreprises ne déclarent pas les paiements. Les paiements au gouvernement sont déclarés conformément aux formulaires convenus, qui sont complétés et présentés à l'administrateur indépendant désigné pour réconcilier les chiffres divulgués.

Les entreprises divulguent de plus en plus leurs paiements aux gouvernements de différentes parties du monde, sur la base d'une déclaration par pays et par projet.

7 Comment l'EITI peut-elle profiter aux entreprises ?

La mise en œuvre de l'EITI profite aux entreprises, tant dans les pays où elles opèrent, que sur le plan international.

LES AVANTAGES LOCAUX POUR LES ENTREPRISES

Lorsqu'une entreprise a décidé d'investir dans un pays, l'un de ses objectifs principaux est d'établir une relation d'affaires à long terme et durable avec ce pays. L'EITI peut se révéler être un contributeur important, en créant :

1. Une plus grande acceptabilité sociale des opérations, de meilleures relations avec les communautés et avec le gouvernement

L'EITI offre aux entreprises une plateforme neutre et éprouvée pour expliquer les nombreuses façons dont les affaires de l'entreprise contribuent aux communautés au sein desquelles elle travaille, ainsi qu'aux revenus du gouvernement.

2. Un outil pour comprendre et réduire les risques de mécontentement politique ou public, afin de protéger les équipements et de préparer les investissements futurs

L'instabilité politique et une gouvernance opaque augmentent le risque pour les investissements des entreprises. L'ouverture de l'industrie extractive à propos de sa création de valeur et de son importance pour l'économie conduira à un développement économique et politique plus prédictible.

3. Un catalyseur pour le développement de la capacité et de l'infrastructure locales

Les entreprises ayant besoin de per-

sonnel compétent peuvent bénéficier de travailleurs locaux bien formés et de services compétitifs. Un vivier de fournisseurs locaux ainsi que des infrastructures et des services publics en bon état de fonctionnement facilitent la bonne marche des affaires et réduisent le besoin en équipes importantes et coûteuses d'expatriés, ainsi qu'en biens et services importés.

4. Des règles identiques pour tous

La plupart des entreprises internationales souhaitent que toutes les entreprises soient soumises aux mêmes exigences. Lorsqu'un pays met en œuvre l'EITI, toutes les entreprises sont tenues à une transparence identique de leurs paiements au gouvernement.

5. Une occasion de changer les exigences en matière de divulgation et de remettre en question la corruption

L'EITI offre aux entreprises une occasion de façonner les exigences détaillées de déclaration dans les divers pays mettant en œuvre l'EITI. Les entreprises siégeant au sein du Conseil d'administration international et de ses comités contribuent à définir les Exigences globales de l'EITI.

6. Un forum pour donner réponse aux questions sectorielles

Le gouvernement et la société civile étant à la même table, l'EITI offre un espace idéal pour aborder les questions clés pour le secteur, telles que la bonne gouvernance et la dépense rationnelle des revenus.

LES AVANTAGES INTERNATIONAUX POUR LES ENTREPRISES

7. La crédibilité et la réputation

En tant que Norme internationale

pour la transparence et la responsabilité dans les industries extractives, l'EITI apporte une crédibilité et une réputation aux entreprises cherchant à opérer transparentement. La participation active à l'EITI est l'une des façons dont les entreprises peuvent faire preuve de leur engagement envers la transparence et la responsabilité.

8. Le respect dont bénéficient les dirigeants

Les actionnaires, les investisseurs, les employés, les concurrents, les groupes de la société civile, les médias et d'autres parties prenantes extérieures perçoivent la divulgation des paiements par les entreprises dans les pays mettant en œuvre l'EITI, et le soutien actif à l'EITI comme un exemple de leadership moral.

9. Le respect des engagements envers des pratiques commerciales saines

L'EITI contribue aux codes d'éthique et aux politiques de responsabilité des entreprises, ainsi qu'à d'autres engagements exigeant qu'elles opèrent en toute transparence ou que leurs opérations soient exemptes de toute corruption.

10. Un accès plus aisé au financement

Des rapports EITI réguliers sur les paiements et les revenus peuvent améliorer la solvabilité des entreprises et des pays. Lorsque la notation de crédit souverain et les indicateurs de gouvernance s'améliorent, l'accès au financement en est facilité et les investisseurs peuvent être plus aisément attirés. De même, l'image des entreprises qui opèrent dans ces pays en sort renforcée.

8 Quels sont les liens entre l'EITI et d'autres initiatives ?

La transparence des revenus est nécessaire, mais n'est pas suffisante pour garantir que les revenus tirés de l'extraction des ressources naturelles profitent aux citoyens du pays. D'autres efforts sont également nécessaires.

Ci-dessous figurent des groupes et des initiatives susceptibles de rentrer en considération, aux côtés de l'EITI.

Le Pacte Mondial :

www.unglobalcompact.org

Le Pacte mondial de l'ONU est un pacte par lequel des entreprises s'engagent à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur dix principes universellement acceptés touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Global Reporting Initiative (GRI)

www.globalreporting.org

La GRI se consacre à l'élaboration de rapports sur le développement durable.

Le Conseil International des Mines et Métaux (ICMM)

www.icmm.com

L'ICMM rassemble 22 entreprises des secteurs minier et du métal et 34 associations, minières nationales et régionales, ou liées aux matières de base mondiales, œuvrant pour l'amélioration continue de la performance du développement durable dans l'industrie des mines et des métaux.

L'Association Internationale de l'industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement (IPIECA)

www.ipieca.org

L'IPIECA est l'Association Internationale de l'industrie Pétrolière pour la Sauvegarde de l'Environnement et les questions sociales. Par le biais de ses groupes de travail sur la responsabilité l'amélioration continue des performances en matière de responsabilité sociale, à l'image de l'ICMM.

La Charte des Ressources Naturelles (NRC)

www.naturalresourcecharter.org/precepts

La Charte des ressources naturelles est un ensemble de principes économiques à l'usage des gouvernements et des entreprises, sur la meilleure façon de gérer les opportunités de développement offertes par les ressources naturelles.

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQV)

www.publishwhatyoupay.org/fr

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQV) est un réseau global de quelques 650 organisations de la société civile œuvrant pour que les revenus des industries pétrolières, gazières et minières forment une base pour le développement et contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations des pays riches en ressources naturelles.

Revenue Watch Institute (RWI)

www.revenuewatch.org

Le Revenue Watch Institute est un institut sans but lucratif, une organisation de subventionnement qui promeut la gestion responsable, efficace et transparente du pétrole, du gaz et des ressources en minerais dans l'intérêt général.

Le Fonds Fiduciaire Multi-donneurs EITI géré par la Banque Mondiale (FMDT)

www.banquemondiale.org

Le Fonds Fiduciaire Multi-donneurs est une organisation de financement spécialement conçue pour soutenir l'EITI au niveau international et dans les pays qui la mettent en œuvre. Il ne fait pas officiellement partie de la structure EITI, mais il opère en étroite collaboration avec le Conseil d'administration de l'EITI et avec le Secrétariat international, et il leur fournit des rapports réguliers.



9 Que signifie le statut EITI d'un pays pour les entreprises ?

Que le pays ait un statut de pays Candidat ou de pays Conforme à l'EITI, les obligations d'une entreprise, ou ses possibilités d'influencer le processus EITI sont identiques.

Dans un pays Candidat à l'EITI

Toutes les entreprises qui effectuent des paiements significatifs à des pays Candidats sont tenues d'en faire la déclaration annuellement. Les formulaires de déclaration et les instructions sur la façon de les remplir sont disponibles auprès du secrétariat national du Groupe multipartite du pays concerné.

Dans un pays Conforme à l'EITI

Les obligations de déclaration des entreprises ne prennent pas fin lorsque le pays est déclaré Conforme à l'EITI. Les rapports doivent toujours être communiqués et réconciliés chaque année. Le maintien de la Conformité est soumis à une Validation se répétant tous les trois ans.

Dans un pays dont le statut de Candidat ou de pays Conforme est suspendu

Le Conseil d'administration de l'EITI peut suspendre temporairement ou radier tout pays qui ne publie ses rapports EITI de façon ré-

gulière et ponctuelle, ou qui, d'une manière ou d'une autre, ne respecte pas les Principes de l'EITI. Le Conseil d'administration de l'EITI fixe une date butoir pour remédier aux infractions. Si le problème n'est pas résolu avant l'échéance fixée, le pays sera radié, c'est-à-dire qu'il perdra son statut de pays mettant en œuvre l'EITI. Souvent, les entreprises continuent à déclarer les paiements faits au gouvernement durant les périodes de suspension.



10 Comment les entreprises peuvent-elles jouer un rôle dans la gouvernance de l'EITI ?

Les entreprises ont de nombreuses occasions de jouer un rôle dans la gouvernance de l'EITI, tant dans les pays mettant en œuvre l'EITI que sur le plan international.

La gouvernance de l'EITI dans les pays mettant en œuvre l'EITI

Une entreprise peut opter pour une participation directe au Groupe multipartite, ou à l'un des divers organisation industrielle officielle existe, telle que la Chambre des mines, il peut se révéler utile que cette organisation représente les

entreprises extractives au sein du Groupe multipartite ou des comités concernés. Dans un cas comme dans l'autre, chaque représentant d'une entreprise peut communiquer individuellement avec le monde des affaires, et avec le gouvernement, les groupes de la société civile et les médias, de manière à ce que les points de vue de l'entreprise sur le processus EITI soient entendus.

La gouvernance sur le plan international

Sur le plan international, l'EITI est

gouverné par une structure multipartite composée de gouvernements qui mettent en œuvre l'EITI, d'entreprises extractives et de leurs associations, d'organisations de la société civile, de gouvernements et d'agences pour le développement qui soutiennent l'EITI, d'investisseurs et d'institutions financières internationales. Les entreprises soutenant l'EITI disposent de cinq sièges au Conseil d'administration de l'EITI, chacun de ces membres disposant du droit d'avoir un suppléant.

11 Le gouvernement du pays où l'entreprise opère s'est engagé à mettre l'EITI en œuvre. Que se passe-t-il ensuite ?

Une fois que le gouvernement a pris la décision formelle d'adhérer à l'EITI, généralement par le biais d'une déclaration publique du chef de l'État ou d'un autre politicien de haut rang, il doit nommer un champion EITI pour en diriger la mise en œuvre.

Le champion doit être une personnalité expérimentée, bénéficiant d'un large respect et de la confiance de tous les groupes de parties prenantes. Ensuite, le gouvernement organise souvent une conférence de lancement formelle pour rendre publique sa décision de mettre en œuvre l'EITI, en rassemblant un vaste panel de parties prenantes et en expliquant les objectifs de la mise en œuvre de l'EITI.

La conférence de lancement offre également l'occasion au gouvernement d'entamer la mise en place du Groupe multipartite. Par la suite, ce groupe décidera de

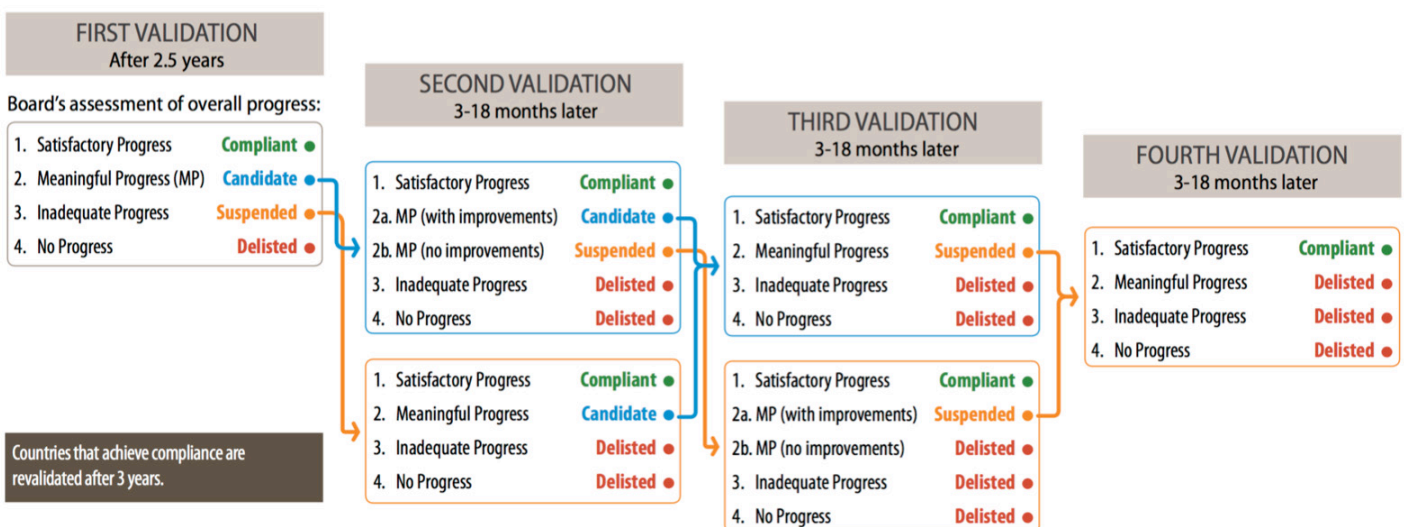
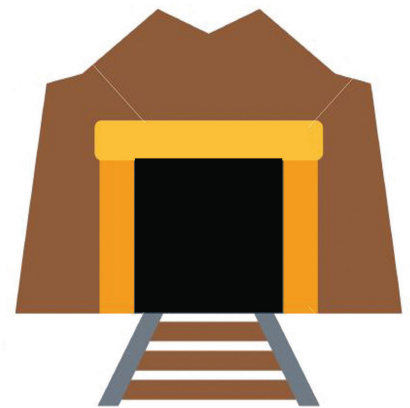
la manière dont l'EITI sera mise en œuvre, et publiera un plan de travail chiffré définissant les rôles et les responsabilités de toutes les parties prenantes, avec un calendrier clair pour parvenir à la conformité.

À l'occasion de la conférence de lancement, ou d'un autre événement adéquat, les entreprises tiennent souvent des sessions d'information à destination des organisations de la société civile, des médias et des autres parties prenantes, pour leur expliquer :

- Comment les entreprises extractives travaillent au quotidien ?
- Quelles sont les obligations légales et contractuelles des entreprises et des gouvernements ?
- Quels sont les types de paiements habituels que les entreprises font au gouvernement et aux communautés locales, et la manière dont ces paiements sont calculés et recueillis.

12 Combien de temps faut-il pour mettre en œuvre l'EITI ?

Les Règles de l'EITI spécifient qu'un pays dispose de 18 mois pour publier son premier rapport EITI, à dater du jour où sa candidature est approuvée. Le pays peut être qualifié de Conforme à l'EITI lorsque ce processus a été validé de manière indépendante. Les rapports EITI suivants doivent se succéder à un rythme annuel. L'EITI est un processus évolutif dont la qualité tend à s'améliorer à chaque nouveau cycle de déclaration. - Le Secrétariat National et le Secrétariat International sont disponibles pour fournir aide et conseils.





13 Quel est le rôle du Groupe multipartite national ?

Le Groupe multipartite est l'organe tripartite où les décisions sont prises. Il est composé de représentants du gouvernement, des entreprises extractives et des organisations de la société civile qui sont au cœur de la mise en œuvre de l'EITI. Outre la supervision de la mise en œuvre de l'EITI et ses fonctions de gestion, l'un des rôles clés du Groupe multipartite est de définir le périmètre d'application du processus EITI national et de délimiter les secteurs et les flux de revenus qu'il y a lieu d'inclure dans l'EITI.

Les fonctions clés du Groupe multipartite :

- Prendre les décisions stratégiques générales
- Définir le périmètre d'application du processus EITI
- Identifier, évaluer et abolir les obstacles qui s'opposent à la mise en œuvre
- Choisir l'administrateur indépendant et superviser son travail

- Contribuer à l'élaboration des formulaires de déclaration et les approuver

- Communiquer à propos de l'EITI et mobiliser les parties prenantes

- Faire en sorte que les rapports EITI soient compréhensibles et accessibles au public, d'une façon qui favorise les débats publics et ouverts

- Sélectionner le validateur et approuver les rapports de Validation

- Prendre des mesures pour tenir compte des enseignements tirés, résoudre les écarts et s'assurer de la viabilité du processus EITI

a. Comment les membres du Groupe multipartite sont-ils choisis ?

Chacun des trois groupes de parties prenantes a le droit de nommer ses propres représentants, et chaque groupe devra être représenté de manière adéquate. Les membres de la société civile devront être indépendants du gouvernement et/ou des entreprises. Le pluralisme et la diver-

sité devront guider la sélection des membres de chaque groupe au sein du Groupe multipartite. Les nominés doivent s'assurer qu'ils ont la capacité d'assurer leur rôle, et s'engager à remplir avec compétence les responsabilités liées à leur fonction de membre du groupe.

b. Combien de temps les membres restent-ils en fonction ?

Il n'y a pas de règle concernant la période durant laquelle un membre peut rester actif au sein du Groupe multipartite. Chaque Groupe multipartite décide de la fréquence à laquelle ses membres seront renouvelés. Toutefois, il est recommandé que les modifications dans la représentation soient planifiées et se fassent de manière partielle, plutôt qu'en une seule fois, afin d'assurer une certaine continuité et de pouvoir mettre à profit l'expérience des membres restants. Généralement, les membres siègent pendant 2 à 3 ans, parfois plus longtemps.

14 Comment les entreprises peuvent-elles aider le Groupe multipartite à travailler efficacement ?

Étant un processus gouvernemental mis en œuvre par un Groupe multipartite tripartite, la mise en œuvre de l'EITI peut se retrouver face à des difficultés considérables, particulièrement au début, liées à l'inexpérience et au manque d'habitude envers certains détails du processus de déclaration.

Les entreprises expérimentées peuvent jouer un rôle clé en prenant le leadership pour contribuer à faire avancer le programme de l'EITI. Les entreprises peuvent améliorer l'efficacité du Groupe multipartite en servant de leur expérience pour renforcer les capacités des membres les moins expérimentés du Groupe multi-

partite et du secrétariat national, dans les domaines de la planification stratégique, de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan de travail, ainsi que des questions techniques ou de gestion qui se présentent dans le processus de déclaration.

15 Quel est le rôle du Secrétariat national de l'EITI ?

Le Secrétariat national de chaque pays mettant en œuvre l'EITI sert d'unité de mise en œuvre pour le Groupe multipartite et pour le champion EITI. Son travail consiste à faciliter la mise en œuvre de l'EITI. Chaque secrétariat national est généralement composé de plusieurs employés à temps plein. Le nombre d'employés dépend principalement de l'importance des ressources naturelles du pays, du nombre d'entreprises et d'entités de

l'État qui doivent faire des déclarations, et de l'ampleur des parties prenantes dans le pays.

Les fonctions habituellement exercées par les secrétariats nationaux sont de :

- Faciliter le travail du Groupe multipartite
- Faciliter le processus de déclaration des entreprises et du gouvernement
- Établir le projet de plan de travail IETI et consulter à son propos, ainsi qu'au sujet du budget opérationnel

- Mobiliser le financement et les autres ressources

- Contribuer à identifier et à surmonter les obstacles réglementaires ou juridiques qui s'opposent à la mise en œuvre de l'EITI

- Coordonner le travail de l'administrateur indépendant

- Diffuser les rapports EITI et organiser des discussions publiques à propos de leur contenu

- Préparer et coordonner le processus de Validation



16 Qui finance la mise en œuvre de l'EITI dans un pays ?

Le financement de l'EITI peut provenir de plusieurs sources. En général, les secrétariats nationaux sont financés par une combinaison de contributions en nature et en cash provenant du gouvernement du pays mettant en œuvre l'EITI, ainsi que d'agences de développement multi- ou bilatérales, telles que :

- le Fonds fiduciaire multi-donneurs EITI de la Banque mondiale

(FMDT) pour l'assistance technique,

- le gouvernement norvégien, la Banque africaine de développement,

- la Banque interaméricaine de développement,

- le Département pour le Développement International du Royaume-Uni (DFID),

- la Coopération internationale allemande (GIZ),

l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), et

- l'Agence canadienne de développement international (CIDA).

Des ONG internationales telles que le Revenue Watch Institute (RWI) soutiennent souvent la participation de la société civile.

17

Les entreprises peuvent-elles apporter une aide financière ou en nature aux travaux du secrétariat national d'un pays ?

Les entreprises peuvent participer au financement de l'EITI, en nature ou en cash. Les financements d'entreprises ne doivent pas exonérer le gouvernement de sa responsabilité de principal bailleur de fonds du processus EITI national. Les conflits d'intérêt potentiels doivent être soigneusement évalués, et les entreprises doivent éviter de donner l'impression de monopoliser le processus EITI. Les fonds doivent être apportés de manière transparente, et les informations relatives à la taille des contributions individuelles des entreprises doivent être rendues publiques.

18

Les entreprises peuvent-elles apporter une aide financière ou en nature aux travaux du secrétariat national d'un pays ?

Le Plan de travail de l'EITI est généralement élaboré par le secrétariat national et approuvé par le Groupe multipartite. Dans certains cas, le processus EITI est la première expérience du pays en matière de réunion formelle des entreprises extractives, du gouvernement et des organisations de la société civile, tous placés sur un même pied d'égalité. Un certain temps peut s'avérer nécessaire pour réduire les différences de point de vue et de culture opérationnelle, et pour mettre sur pied des méthodes de travail efficaces.

Préparation du Plan de travail EITI

Les entreprises sont organisées en collèges et peuvent jouer un rôle clé au sein du Groupe multipartite en prenant le leadership et en mettant leur expérience de la gestion de projets à disposition de tous pour faciliter le processus d'élaboration du plan de travail, et pour garantir qu'il soit complet et réaliste.

Le Plan de travail devra refléter les décisions suivantes :

- Les informations qui doivent être

divulguées et publiées, y compris les types de paiements et les flux de revenus

- Le seuil de «matérialisé» : le montant au-delà duquel les entreprises sont tenues de déclarer les paiements

- La liste des obstacles juridiques ou contractuels qui doivent être surmontés, comme les clauses de confidentialité

- Le rôle de l'administrateur indépendant

- Le calendrier de Validation

19

Quels sont les besoins probables en personnel et en budget pour la mise en œuvre de l'EITI dans les entreprises ?

Il est rare qu'une entreprise subisse des coûts directs de la mise en œuvre de l'EITI. Toutefois, la participation des entreprises peut demander un investissement en temps. Il est important que les représentants participent aux réunions qui les concernent, afin de fournir un apport cohérent au processus de mise en œuvre.

Deux facteurs jouent un rôle déterminant pour xer le niveau des ressources humaines et du financement requis pour gérer la contribution d'une entreprise à l'EITI : la taille relative de l'entreprise au

sein du secteur privé local et le niveau d'engagement interne envers le processus.

Il est recommandé que le responsable de l'entreprise dans le pays soit chargé de la promotion publique de l'EITI, y compris en siégeant éventuellement lui-même au sein du Groupe multipartite. Ses équipes comptables, financières et fiscales l'aideront en remplissant les formulaires de déclaration et en restant en contact avec les autres entreprises pour faire en sorte que le processus se déroule sans problème et efficacement.

Toutes les entreprises extractives qui opèrent dans des pays mettant en œuvre l'EITI et qui font des paiements dépassant le seuil de matérialité défini par le Groupe multipartite national sont tenues de déclarer ces paiements.

Une entreprise peut aussi décider de soutenir l'EITI sur le plan international. Ce soutien ne requiert aucune déclaration supplémentaire par rapport à ce qui est déjà requis dans les pays mettant en œuvre l'EITI.

20 Quelles sont les questions juridiques qui se posent ?

Dans la plupart des pays, une loi rendant la divulgation des paiements EITI n'est pas nécessaire, même si un nombre croissant de pays, comme le Nigéria et la Norvège, ont promulgué une législation spécifique.

Le gouvernement a la responsabilité d'aplanir tous les obstacles réglementaires, administratifs ou juridiques qui s'opposent à la divulgation des paiements par les entreprises. Les entreprises qui rencontrent des obstacles juridiques ou réglementaires à la divulgation de données EITI devront les porter à la connaissance du gouvernement par le biais du secrétariat national ou du Groupe multipartite.

Une force unique de l'EITI est qu'elle s'applique de la même manière à toutes les entreprises, qu'elles soient grandes, internationales, privées, non cotées ou qu'elles appartiennent à l'État. Et ceci, indépendamment du fait que l'entreprise ait exprimé son soutien à l'EITI ou non.

21 Comment traiter les clauses de confidentialité ?

Dans la plupart des pays, une loi rendant la divulgation des paiements EITI n'est pas nécessaire, même si un nombre croissant de pays, comme le Nigéria et la Norvège, ont promulgué une législation spécifique.

Le gouvernement a la responsabilité d'aplanir tous les obstacles réglementaires, administratifs ou juridiques qui s'opposent à la divulgation des paiements par les entreprises. Les entreprises qui rencontrent des obstacles juridiques ou réglementaires à la divulgation de données EITI devront les porter à la connaissance du gouvernement par le biais du secrétariat national ou du Groupe multipartite.

Une force unique de l'EITI est qu'elle s'applique de la même manière à toutes les entreprises, qu'elles soient grandes, internationales, privées, non cotées ou qu'elles appartiennent à l'État. Et ceci, indépendamment du fait que l'entreprise ait exprimé son soutien à l'EITI ou non.



22 Comment fonctionne le processus de déclaration des informations financières ?

Le processus de collecte d'informations commence lorsque le plan de travail EITI a été établi, et atteint son point culminant au moment de la publication du premier rapport EITI. Le Groupe multipartite établit des formulaires de déclaration distincts pour les entités de l'État et pour les entreprises.

Ensuite, le Groupe multipartite envoie généralement les formulaires de déclaration par courrier et demande à toutes les entreprises qui atteignent le seuil de matérialité de renvoyer les formulaires complétés à l'administrateur indépendant pour une date convenue. Les entités de l'État sont également tenues de remplir une déclaration. Dans un premier temps, l'administrateur indépendant peut tenir des réunions d'informations distinctes avec toutes les entités participantes, avec les entreprises, la banque centrale, les régulateurs, les ministères et agences, pour expliquer le processus de déclaration, présenter les formulaires et établir le calendrier.

Collecte interne des données

Les informations pertinentes sont extraites des comptes audités de l'entreprise par l'équipe financière qui complète le formulaire de déclaration. Les données EITI

étant généralement déclarées sur la base d'une comptabilité de caisse et non d'une comptabilité d'engagement, il est possible que la recherche travail supplémentaire pour le personnel chargé de la comptabilité ou des taxes. Les ressources nécessaires pour effectuer ce travail doivent être mises à disposition.

En fonction du périmètre d'application du programme EITI, les informations suivantes doivent être communiquées, en totalité ou en partie, à l'administrateur indépendant, en même temps que le formulaire de déclaration complété :

- Une attestation d'un haut responsable ou une certification par l'auditeur externe de l'entreprise selon laquelle les données communiquées sont cohérentes avec les états financiers audités de l'entreprise
- Tout élément de clarification des données qui peut aider l'administrateur indépendant dans son travail, comme convenu avec le Groupe Multipartite (par exemple, des copies des états financiers audités, des relevés bancaires des reçus, etc.).

Toute question sur le processus doit être soumise au secrétariat national.

Déclaration par le gouvernement

Le gouvernement complète également un formulaire de déclaration qui retrace les revenus tirés de l'industrie extractive. Le gouvernement communique le formulaire de déclaration complété à l'administrateur indépendant dans le même délai que les entreprises.

Réconciliation

L'administrateur indépendant entreprend ensuite un processus de réconciliation, sur la base des données fournies par les entreprises et par les entités de l'État. Cette opération consiste à comparer les deux séries d'informations et à formuler une conclusion sur le fait que les données concordent, et, si ce n'est pas le cas, à en trouver les raisons. Le rapport EITI est ensuite communiqué au Groupe multipartite qui collabore avec le gouvernement pour rendre les données publiques.

Les entreprises et les entités de l'État communiquent les détails des paiements et des revenus à l'administrateur indépendant, qui peut leur demander les informations complémentaires dont il a besoin si des écarts sont constatés.

23 Toutes les entreprises extractives sont-elles tenues de faire une déclaration ?

Oui. Toutes les entreprises extractives qui opèrent dans un pays mettant en œuvre l'EITI et qui font des paiements dépassant le seuil de matérialité convenu par le Groupe multipartite national sont tenues de déclarer ces paiements.

Pour plus de détails, consulter la Note-Directive de l'EITI sur la matérialité : ([www.eiti.org/files.Fr_Guidance_Note_on_Materiality.pdf](http://www.eiti.org/files/Fr_Guidance_Note_on_Materiality.pdf))



24 En quoi consistent les formulaires de déclaration de l'information financière ?

Le Secrétariat national élabore les formulaires de déclaration sur la base des dispositions fiscales et contractuelles du pays, et fournit des lignes directrices et des définitions comptables pour aider les entreprises à les compléter. Ces formulaires définissent les flux de revenus que les entreprises et le gouvernement doivent divulguer,

ainsi que le niveau de désagrégation des données requis. Il est important que le Groupe multipartite ait la capacité d'engager des discussions au sujet des flux de revenus et des seuils de matérialité devant être inclus dans les formulaires. Le Groupe multipartite doit avaliser la version finale des formulaires de déclarations.

25 En quoi consistent les formulaires de déclaration de l'information financière ?

Les formulaires de déclaration ad hoc sont disponibles auprès du Secrétariat national. Certain pays publient leurs formulaires sur leur site Internet. Les coordonnées de contact des secrétariats nationaux sont disponibles à la page : www.eiti.org/fr/countries.

N°	Description	Société Extractive		
		Initial	Ajust	Final
B- Déclaration unilatérale				
8	Organismes Sanitaires d'Entreprise	-	-	-
8.1	Organisation sanitaire d'entreprise (OSTIE)	-	-	-
8.2	Organisation sanitaire d'entreprise (AMIT)	-	-	-
8.3	Organisation sanitaire d'entreprise (FUNHECE)	-	-	-
9	Administration des domaines	-	-	-
9.1	Redevances domaniales		-	-
9.2	Taxe de publicité foncière (TPF)		-	-
10	Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC)	-	-	-
10.1	Frais de test		-	-
10.2	Redevances de fréquence		-	-
10.3	Redevances télécommunication		-	-
10.4	Taxe de régulation		-	-
11	Centre Immatriculateur de Madagascar (CIM)	-	-	-
11.1	Frais de mise à disposition de permis		-	-
11.2	Taxes administratives : Permis de conduire		-	-
12	Collectivités Territoriales Décentralisées	-	-	-
12.1	Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures : Autres droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures		-	-
12.2	Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures : Chemin de fer		-	-
12.3	Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures : Electricité		-	-
12.4	Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures : Route		-	-
12.5	Droits de voiries		-	-

26 Qu'est-ce qui est exigé de la part des entreprises ?

Les entreprises doivent divulguer tous les paiements significatifs, conformément aux formulaires de déclaration convenus, et de manière concordante avec les chiffres audités de l'entreprise. Elles doivent coopérer pour remédier à tous les écarts identifiés par l'administrateur indépendant. Ce processus de remédiation n'est, en principe, pas très onéreux, car les entreprises jouent un rôle central dans l'élaboration des exigences de déclaration dans chaque pays mettant en œuvre l'EITI.

27 Comment les entreprises doivent-elles traiter la comptabilité de caisse par rapport à la comptabilité d'exercice ?

Puisque les comptes des entreprises sont généralement préparés sur la base d'une comptabilité d'engagement, il se peut que les auditeurs de l'entreprise doivent fournir un document de réconciliation pour expliquer la différence entre les paiements déclarés et les états financiers.



28 Comment les entreprises tiennent-elles compte des paiements en nature et du troc ?

Dans plusieurs pays, les paiements en nature représentent une part substantielle des revenus totaux du gouvernement. Tous les paiements en nature significatifs des entreprises aux gouvernements nationaux ou infranationaux doivent être déclarés, y compris,

la mise à disposition de routes, de bâtiments et d'autres infrastructures, ainsi que les accords de partage de production et de troc. Il appartient au Groupe multipartite de chaque pays mettant en œuvre l'EITI de fixer le seuil de matérialité de ces paiements, ainsi que le mécanisme et les formulaires

à utiliser pour déclarer ce type de flux de revenus. Lorsque de telles transactions ne peuvent être pratiquement réconciliées, le Groupe multipartite doit convenir d'une approche alternative acceptable, comme une divulgation unilatérale des entreprises ou du gouvernement, annexée au rapport EITI.

29 Comment les entreprises tiennent-elles compte des paiements aux ONG et aux groupes communautaires ?

Les subventions des entreprises et d'autres financements de type RSE offerts aux ONG et aux groupes communautaires des pays mettant en œuvre l'EITI sont généralement repris comme

«paiements sociaux» ou «transferts sociaux» dans le jargon EITI. Ces paiements doivent être déclarés lorsqu'ils sont significatifs et qu'ils sont rendus obligatoires par la loi ou par un contrat entre le

gouvernement et l'entreprise. Le Groupe multipartite est encouragé à les inclure dans le rapport EITI, même lorsqu'ils se font sur une base discrétionnaire.



30 L'EITI concerne-t-elle également les entreprises appartenant à l'État ?

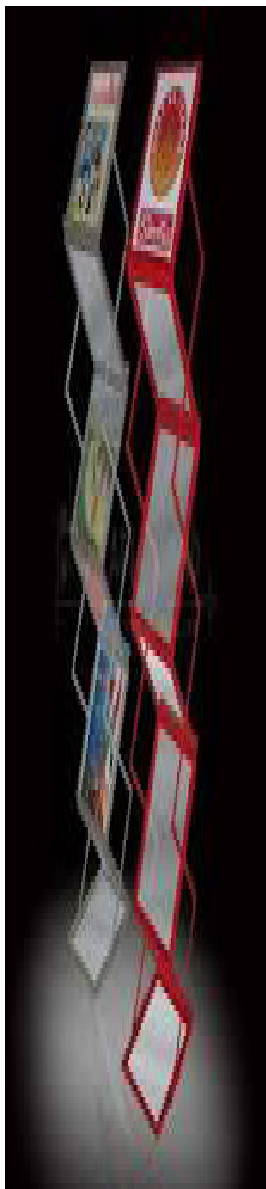
Oui. Les entreprises appartenant à l'État figurent parmi les participants les plus importants pour une mise en œuvre réussie de l'EITI. Elles exercent souvent une série

de fonctions différentes, agissant par exemple comme opérateurs, investisseurs, partenaires d'opérations conjointes ou régulateurs. Tout comme le secteur privé, les

entreprises appartenant à l'État subissent une pression locale et internationale pour faire preuve de responsabilité sociale et environnementale.

31 Si une entreprise achète du pétrole, du gaz ou des minéraux à une entreprise appartenant à l'État, doit-elle établir une déclaration ?

La décision finale revient au Groupe multipartite. Dans la mesure du possible, le Groupe multipartite est encouragé à inclure ces entreprises dans le processus de déclaration EITI. Par exemple, dans les rapports EITI irakiens, on pourrait inclure la divulgation des paiements des entreprises qui achètent du pétrole, du gaz ou des minéraux aux entreprises appartenant à l'État.



32 Si une entreprise appartenant à l'État recueille des revenus au nom du gouvernement, doit-elle établir une déclaration en tant qu'entreprise ou en tant qu'entité d'État ?

Lorsque la participation de l'État dans les industries extractives est source de revenus significatifs, le Groupe multipartite doit faire en sorte que le processus de déclaration et le format des formulaires de déclaration abordent le rôle des entreprises appartenant à l'État dans son intégralité. Lorsque les entreprises appartenant à l'État paient des taxes significatives,

elles doivent les déclarer. Lorsque les entreprises appartenant à l'État recueillent des revenus significatifs (en nature, de dividendes, etc) de la part de l'État, elles doivent aussi les déclarer. En outre, le rapport EITI doit divulguer tout transfert significatif entre entreprises appartenant à l'État ou entre entités de l'État.

33 Quand les informations concernant les entreprises doivent-elles être transmises ?

Il n'y a pas de période de déclaration définie au plan international. En établissant le plan de travail ITIE, le Groupe multipartite doit convenir d'un calendrier réaliste qui convient à toutes les parties prenantes. Il doit notamment prévoir un délai suffisant entre la

demande d'information aux entreprises et au gouvernement, et la présentation des informations à l'Administrateur indépendant. Par expérience, un mois est généralement suffisant pour réaliser ce travail.

34 Que faire si l'exercice fiscal d'une entreprise est différent de la période de déclaration EITI ?

Les entreprises jouent un rôle clé dans le processus de définition de la période de déclaration fixée par le Groupe multipartite. Toutes les entreprises doivent se plier à la décision du Groupe multipartite, que la période de déclaration soit la même ou non. Des différences dans les exercices comptables, dans les devises, ou d'autres détails peuvent causer des écarts légitimes excédant les marges d'erreur acceptables entre les revenus du gouvernement et les paiements des entreprises.



35 Qui sont les administrateurs indépendants et comment sont-ils sélectionnés ?

Le rôle principal de l'administrateur indépendant est de réconcilier les données relatives aux revenus perçus par le gouvernement avec les paiements effectués par les entreprises. L'administrateur indépendant désigné pour rédiger le rapport ITIE doit être perçu

par le Groupe multipartite comme étant crédible et compétent sur le plan technique. Le Groupe multipartite et l'administrateur indépendant sont tenus de convenir de Termes de Référence conformes à la «procédure convenue» pour la publication des rapports EITI et

aux Termes de Référence standard avalisés par le Conseil d'administration EITI. En général, le gouvernement conclut un contrat avec l'administrateur indépendant et rétribue ses services.

36 Que se passe-t-il si les données de l'entreprise ne correspondent pas à celles du gouvernement ?

Des écarts entre les paiements des entreprises et les revenus du gouvernement sont fréquents. Il est important qu'un processus clair pour traiter ces situations soit incorporé dans le plan de travail ITIE, tout spéciale-

ment si les parties prenantes sont susceptibles d'être en désaccord sur l'ampleur d'un écart significatif. En particulier, l'administrateur indépendant doit être investi de l'autorité nécessaire pour approcher les entreprises et/ou les entités de

l'État, afin de résoudre les écarts.

Les entreprises doivent collaborer avec l'administrateur indépendant si des informations ou des clarifications complémentaires sont requises.

37 L'EITI exige une large diffusion des rapports et un engagement public important à leur sujet. Qu'est-ce que cela signifie pour une entreprise ?

Le Groupe multipartite et le gouvernement ont la responsabilité de faire en sorte que les rapports EITI transmettent correctement leur message. Cette obligation peut impliquer de les faire relire par des parties prenantes qui ne participent pas de près à l'EITI, ou de les consulter activement.

Le Groupe multipartite doit être

encouragé à élaborer un plan de communication, et à désigner une personne au sein du Secrétariat national pour le mettre en œuvre. Les entreprises extractives ont un intérêt commun à l'engagement effectif du public au sujet des questions liées aux revenus tirés des ressources naturelles. Les plus grandes entreprises minières,

pétrolières et gazières disposent souvent d'une équipe et de budgets dédiés aux relations avec les gouvernements, avec le public, et avec les communautés, ainsi qu'à la communication qui y est liée. L'expertise et les ressources de ces entreprises peuvent s'avérer très utiles pour compléter le travail du secrétariat national.

38 Comment les entreprises tirent-elles avantage de leur participation à des tournées de présentation ou à des réunions dans les hôtels de ville au sujet des rapports ?

L'ouverture engendre la confiance qui est l'un des plus grands avantages que les entreprises extractives retirent du processus EITI. La diffusion des rapports et des données EITI peut constituer un premier pas important pour que les citoyens aient l'occasion de poser des questions et de discuter de ce que le rapport signifie pour eux. Dans cette optique, des tournées de présentation et des réunions communautaires se sont révélées particulièrement efficaces.

Pour les entreprises, les réunions destinées à discuter du rapport EITI d'un pays s'avèrent également être un outil puissant pour :

- Présenter une entreprise à un visage humain aux citoyens, aux médias et à la société civile.
- Expliquer directement l'importance des chiffres EITI, du point de vue de l'entreprise.
- Obtenir un précieux retour d'information sur les questions qui sont au cœur des préoccupations des communautés locales.

- S'entendre attribuer publiquement le mérite pour leurs contributions au développement local et national.

- Faire preuve d'un intérêt commun avec les communautés au sujet de l'utilisation constructive des revenus.
- Accéder à une plateforme neutre, hors de la sphère politique, pour discuter de la gouvernance des ressources naturelles.

39 Quelles autres actions les entreprises peuvent-elles mettre en place pour apporter leur soutien à la sensibilisation du grand public dans les pays mettant en oeuvre l'EITI ?

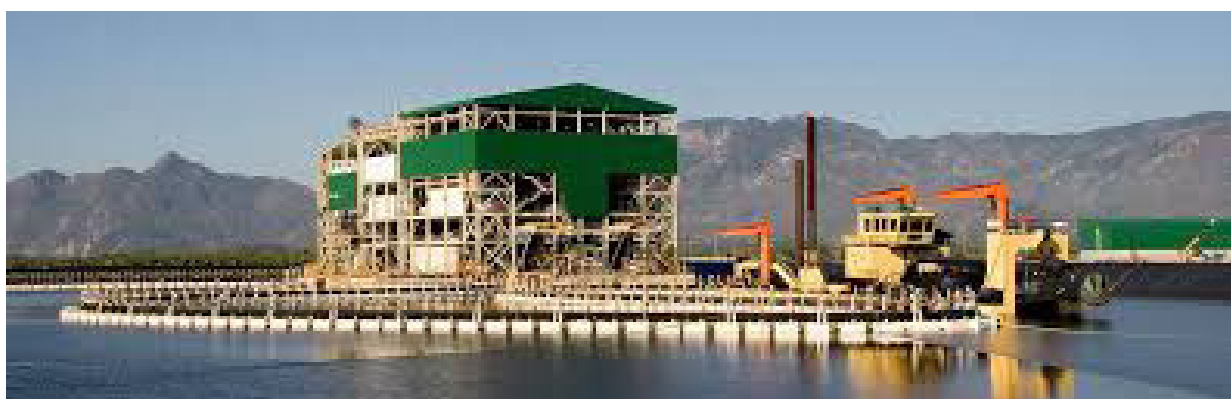
Outre participer aux réunions publiques décrites ci-dessus, les entreprises peuvent également :

- Participer au sous-comité de communication et de sensibilisation du Groupe multipartite.

- Aider le secrétariat national à concevoir et à mettre en oeuvre sa stratégie de communication.

- Travailler via les associations d'entreprises.
- Sensibiliser et gérer les médias

pour former les journalistes, sensibiliser à l'EITI et la promouvoir, tant sur le plan régional que national.



40 - 42 : LA VALIDATION : UNE GARANTIE RÉGULIÈRE DE LA QUALITÉ DU PROCESSUS ITIE D'UN PAYS

40 Qu'est-ce que la Validation ?

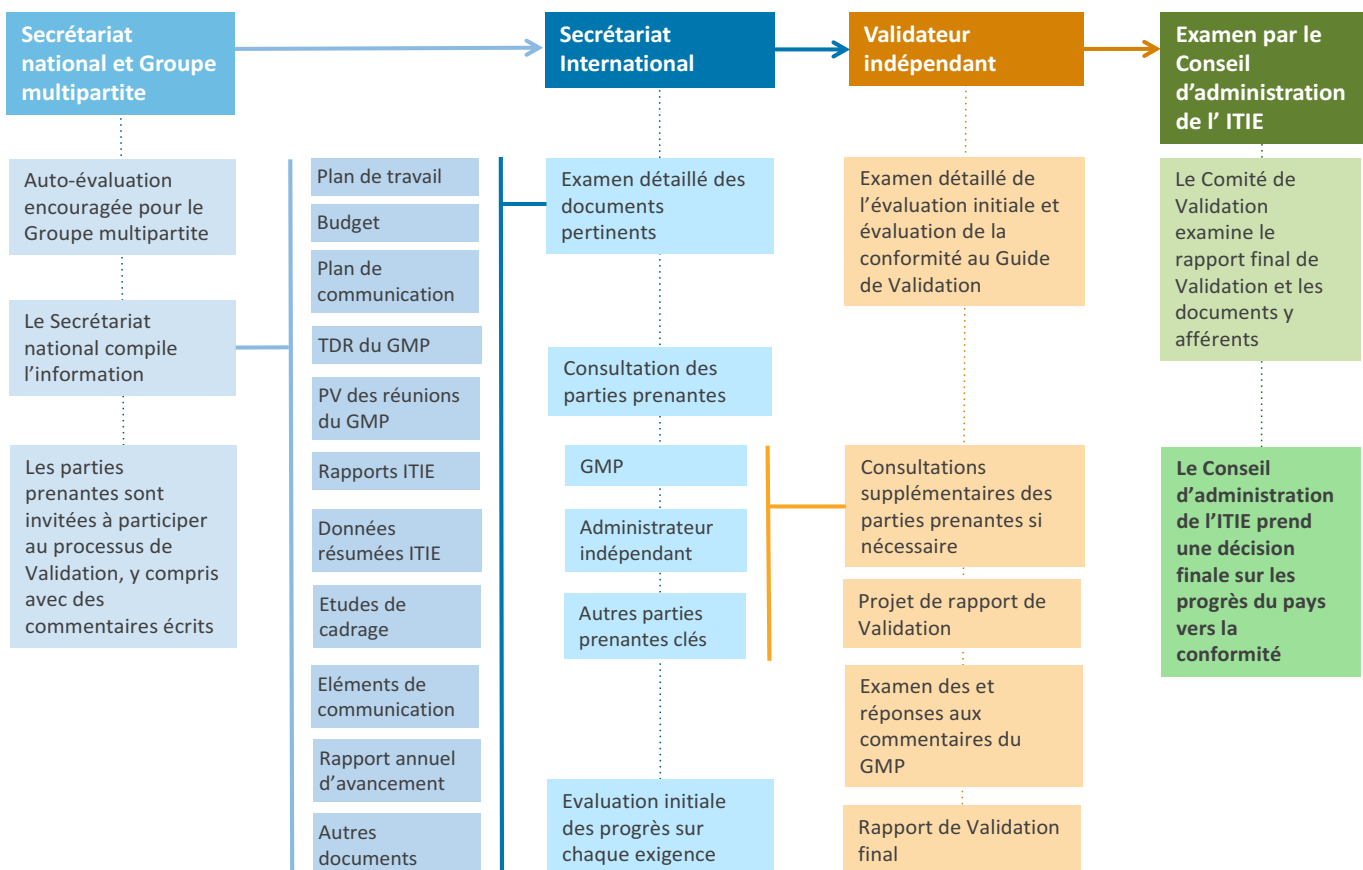
La Validation indépendante est un élément essentiel de la mise en œuvre de l'EITI, et est fondamentale pour asseoir son statut de norme crédible sur le plan international. Les objectifs de la Validation sont de fournir une évaluation indépendante des progrès accomplis

par les pays mettant en œuvre l'EITI et de promouvoir l'apprentissage. Le rapport de Validation établit si les différentes Exigences EITI ont été respectées de manière satisfaisante.

Quant aux pays Conformés à l'EITI,

la Validation leur offre une évaluation de la continuité de leur conformité à la Norme EITI. L'exercice de Validation fournit des recommandations sur la manière d'améliorer les processus EITI, tant pour les Candidats que pour les pays Conformés.

PROCEDURES DE VALIDATION



Procédures de Validation ITIE, février 2017



41 Comment les entreprises participent-elles à la Validation ?

Les validateurs prennent contact avec les entreprises pour l'évaluation du processus. Ils offrent ainsi une occasion aux entreprises d'aborder les questions permettant d'améliorer le processus EITI dans le pays.

42 Quand la Validation se déroule-t-elle ?

Chaque pays mettant en œuvre l'EITI a sa propre échéance de Validation. Les pays Candidats doivent entreprendre une Validation après deux ans et demi. Le Conseil d'ad-

ministration a récemment convenu que les pays Conformés devront être revalidés tous les trois ans. En général, le processus de Validation dure six mois.

43 Le gouvernement du pays où l'entreprise opère ne met pas l'EITI en œuvre. Quelles sont les actions spécifiques qu'une entreprise peut entreprendre pour encourager le gouvernement à s'engager sur la voie de l'EITI ?

Même dans les pays où l'EITI n'était pas considérée comme nécessaire ou souhaitable par le gouvernement, l'expérience montre que le plaidoyer des entreprises a joué un rôle important en faveur de l'adhésion.

Ensemble, les entreprises peuvent travailler de plusieurs façons pour encourager les gouvernements à

s'engager, par exemple en :

- Expliquant les avantages de l'EITI via les canaux de relations existants du gouvernement.
- Soutenant les objectifs de l'EITI dans les débats publics et des conférences.
- Travaillant ensemble avec d'autres entreprises, ou via des associations d'entreprises.

- Mobilisant les groupes de la société civile, les groupes de réflexion et les médias locaux.

Il peut être utile pour les entreprises extractives d'informer les OSC et les journalistes au sujet de leur industrie, du rôle des entreprises dans l'économie et du processus EITI, afin de faire preuve d'ouverture et de soutenir la transparence.

44 Une entreprise opère dans un pays ayant mis en œuvre l'EITI, mais n'extrait pas encore de ressources naturelles. Que peut faire l'entreprise pour soutenir la mise en œuvre de l'EITI ?

Toute entreprise qui prospecte activement, ou qui effectue d'autres opérations préalables à la production doit divulguer, conformément aux formulaires de déclaration établis par le Groupe multipartite, tous les paiements significatifs qu'elle fait au gouvernement de pays Candidats ou Conformés à l'EITI. L'entreprise peut également

être membre du Groupe multipartite.

Les entreprises peuvent également estimer utile de suggérer que le processus EITI inclue, dans les pays où elles opèrent, les flux de revenus situés en aval de l'extraction, comme compréhension des flux financiers de l'ensemble du secteur, et améliorer potentiel-

lement le lien avec la valeur monétaire des transactions en amont, dans la prospection et la production.

Certains pays ont inclus d'autres revenus dans le périmètre d'application de l'EITI, tels que les paiements des entreprises de raffinage, ou d'autres entreprises en aval.

45 Que se passe-t-il si la société civile n'est pas formellement reconnue par le gouvernement du pays ?

La Norme EITI exige que la société civile participe activement à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de ce processus et apporte sa contribution au débat public. Les

entreprises peuvent donc plaider pour que le gouvernement intègre les organisations de la société civile en tant que partenaires à part entière dans le processus de mise

en œuvre, et signaler que leur exclusion risque de mettre la Conformité du pays à l'EITI en péril.



46 Que faut-il pour qu'un pays aille au-delà de la Conformité et comment les entreprises peuvent-elles y contribuer ?

Les entreprises doivent continuer à communiquer annuellement leurs formulaires de déclaration EITI. Le maintien de la Conformité est soumis à une Validation répétée tous les trois ans.

De nombreux aspects avantageux

de l'EITI sont encouragés, sans être rendus obligatoires. Les entreprises peuvent souhaiter que certains de ces domaines soient intégrés dans le processus EITI national. Le processus EITI délègue la responsabilité de décider des éléments qui

sont nécessaires à une meilleure gestion du secteur aux parties prenantes locales. Le processus dans son ensemble est conçu pour favoriser la pensée créative. Les entreprises peuvent saisir cette chance pour jouer un rôle majeur.

47 Comment les entreprises peuvent-elles contribuer au développement de l'EITI ?

Plus le périmètre d'application, l'échelle et la qualité du processus EITI sont solides, meilleure est la base pour construire une croissance à long terme et durable. L'EITI est basée sur le principe de l'amélioration continue. Le rôle essentiel des entreprises dans ce processus peut inclure :

Le renforcement et la consolidation du processus EITI national existant

En garantissant un engagement politique constant et en contribuant au bon déroulement du processus EITI. Des mesures correctives doivent être prises pour remédier aux faiblesses et pour répondre aux recommandations formulées dans les rapports EITI ou dans les rapports de Validation.

La stimulation du débat public et de la prise de conscience au sujet de l'industrie extractive du pays

Les citoyens comprennent-ils l'utilisation qui est faite des paiements et des revenus de l'industrie extractive ? Le programme de communication peut-il gagner en efficacité ? Un

renforcement des capacités est-il nécessaire, par exemple pour les plus petites entreprises, ou pour les organisations de la société civile, au sujet des licences, de la propriété réelle ou des contrats ? Il devrait être naturel de discuter de ces questions durant les réunions du Groupe multipartite, ainsi que dans les forums nationaux ou locaux.

L'amélioration de la qualité de la déclaration EITI et de la mobilisation

Des améliorations continues de la qualité et du contenu de la déclaration EITI, couplées à une participation renforcée de la société civile, des communautés concernées et des parties prenantes.

D'autres données peuvent-elles être publiées, même si elles ne sont pas requises par le processus EITI ?

L'extension de la couverture et du périmètre d'application de l'EITI

Si c'est pertinent, faire participer davantage de parties prenantes, des entreprises plus petites, des secteurs périphériques ou des représentants d'industries relatives

à d'autres ressources naturelles, comme l'exploitation forestière ou la pêche, ou inclure la couverture de transactions non liées à la production, comme les redevances pour l'utilisation d'oléoducs, les paiements liés notamment aux octrois de licences et aux enregistrements cadastraux, ou les paiements internationaux.

Le soutien au développement social et à l'exigence de responsabilité

Travailler avec d'autres acteurs industriels et avec les groupes de la société civile pour faciliter le dialogue avec les communautés concernées, et leur apporter de l'aide. Ce travail peut entraîner la création de forums et de réseaux communautaires, et le renforcement des capacités de la société civile.

La mesure de l'impact de l'EITI

Convenir d'indicateurs et imaginer des systèmes de suivi des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de transparence et de bonne gouvernance dans les secteurs extractifs.

48 Que peuvent faire les entreprises pour obtenir davantage d'informations sur l'utilisation des revenus extractifs ?

Le processus EITI dans son ensemble facilite la discussion sur la manière dont les revenus provenant des industries extractives sont utilisés. À l'image des citoyens qui

souhaitent voir une amélioration de leur bien-être, les entreprises bénéficient également de services publics améliorés et du développement général du pays dans lequel

elles opèrent. Les réunions publiques et du Groupe multipartite au sujet des rapports EITI offrent aux entreprises un forum pour étudier ces questions.

49 Comment les entreprises peuvent-elles collaborer avec les autres parties prenantes ?

Travailler avec les parlementaires

Dans de nombreux pays, les parlementaires approuvent et contrôlent les budgets définis par la branche exécutive du gouvernement. Les citoyens dépendent de leurs parlementaires pour assurer que les revenus sont affectés équitablement et dépensés judicieusement. Les entreprises peuvent aider à promouvoir leurs priorités en travaillant avec des parlementaires représentant les régions dans lesquelles elles opèrent.

Travailler avec les experts internationaux

Dans les systèmes politiques et administratifs décentralisés, une partie des revenus totaux à dépenser est allouée aux entités infranationales. La transparence issue du processus EITI au sujet des dépenses sociales et d'autres paiements des entreprises est une bonne entrée en matière pour discuter avec les fonctionnaires locaux des priorités pour les prochaines dépenses.

Travailler avec la société civile et avec les médias locaux

Les organisations de la société civile sont souvent les plus promptes à utiliser les données EITI pour responsabiliser le gouvernement à la gestion des revenus tirés des ressources naturelles et pour suivre les dépenses. Dans de nombreux pays, les journalistes d'investigation jouent également un rôle essentiel en enquêtant sur les questions liées aux dépenses et aux revenus publics.

50 Les entreprises sont-elles tenues de divulguer les contrats ?

Non, mais le rapport EITI doit documenter la politique et les pratiques du gouvernement en matière de divulgation des contrats, ainsi que les réformes en cours.

Lorsque les contrats sont rendus publics, le rapport EITI doit indiquer la manière dont ils peuvent être consultés. Les entreprises sont encouragées à accepter la di-

vulgation des contrats ou des accords qui régissent la production de pétrole, de gaz ou de minéraux.

EXIGENCES DE L'EITI

Un gouvernement qui a l'intention de mettre en œuvre la norme EITI est tenu de prendre un certain nombre de mesures avant de faire une demande au Conseil d'administration de l'EITI en vue d'obtenir le statut de pays Candidat à l'EITI. Ces mesures incluent de faire une annonce claire de l'engagement du gouvernement, de développer un plan de travail fixant les objectifs du pays en matière d'EITI, et indiquant la manière dont il compte se rendre Conforme à l'EITI, ainsi que de créer un Groupe multipartite avec les entreprises et la société civile.

Pour devenir conformes à l'EITI, les pays candidats doivent démontrer au cours de la validation qu'ils ont satisfait à toutes les exigences de mise en œuvre de l'EITI.

1. Suivi par le Groupe Multipartite

- 1.1 Engagement de l'Etat
- 1.2 Engagement des entreprises
- 1.3 Engagement de la société civile
- 1.4 Groupe multipartite
- 1.5 Plan de travail

2. Cadre légal et institutionnel y compris l'octroi des licences

- 2.1 Cadre légal et régime fiscal
- 2.2 Octroi des licences
- 2.3 Registre des licences

2.4 Contrats

- 2.5 Propriété réelle
- 2.6 Participation de l'Etat

3. Prospection et Production

- 3.1 Prospection
- 3.2 Production

4. Collecte des revenus

- 4.1 Divulgation exhaustive des taxes et des revenus
- 4.2 Revenus des ventes des parts de production de l'Etat et ou autres revenus perçus en nature
- 4.3 Fournitures d'infrastructures et accords de troc

4.4 Revenus provenant du transport

- 4.5 Transactions liées aux entreprises d'Etat
- 4.6 Paiements infranationaux
- 4.7 Niveau de désagrégation
- 4.8 Ponctualité des données
- 4.9 Qualité des données et vérification

5. Attribution des revenus

- 5.1 Répartition des revenus provenant des industries extractives
- 5.2 Transferts infranationaux
- 5.3 Gestion des revenus et des dépenses

6. Dépenses sociales et économiques

- 6.1 Dépenses sociales par entreprise extractive
- 6.2 Dépenses quasi fiscales
- 6.3 Contribution du secteur extractif à l'économie

7. Résultats et impacts

- 7.1 Débat public
- 7.2 Accessibilité des données
- 7.3 Ecart et recommandations des rapports EITI
- 7.4 Examiner les résultats et l'impact de la mise en œuvre de l'EITI

Ce sont des exigences minimales. Les pays mettant en œuvre l'EITI sont invités à les dépasser lorsque les parties prenantes le jugent opportun.

PRINCIPES DE L'EITI*

1 Nous partageons la même conviction qu'une bonne utilisation des richesses en ressources naturelles devrait constituer un moteur important pour une croissance économique qui contribue au développement durable et à la réduction de la pauvreté, mais qui, faute d'une bonne gestion, peut avoir des répercussions défavorables sur le plan économique et social.

2 Nous affirmons que la gestion des richesses issues des ressources naturelles au profit des citoyens d'un pays relève de la souveraineté des États, qui l'exercent dans l'intérêt de leur développement national.

3 Nous reconnaissons que les avantages de l'extraction des ressources se manifestent sous la forme de flux de revenus s'étalant sur un grand nombre d'années et peuvent dépendre fortement des prix.

4 Nous reconnaissons que la compréhension du public des revenus et des dépenses des gouvernements dans la durée est susceptible de contribuer au débat public et faciliter le choix d'options appropriées et réalistes favorisant le développement durable.

5 Nous soulignons l'importance, pour les gouvernements et les entreprises extractives, d'assurer la transparence, ainsi que la nécessité de renforcer la gestion des finances publiques et faire respecter l'obligation de rendre des comptes.

6 Nous reconnaissons qu'il convient de situer les efforts pour parvenir à une plus grande transparence dans un contexte de respect des contrats et des lois.

7 Nous reconnaissons que la transparence financière est un moyen susceptible de contribuer à l'établissement d'un environnement favorable aux investissements directs intérieurs et étrangers.

8 Nous croyons au principe et à la pratique de la responsabilité du gouvernement vis-à-vis de tous les citoyens en ce qui concerne la gestion des flux de revenus et des dépenses publiques.

9 Nous nous engageons à encourager le respect de hauts niveaux de transparence et de responsabilité dans la vie publique, le fonctionnement de l'État et le monde des affaires.

10 Nous croyons à la nécessité d'une approche cohérente et réalisable de la divulgation des paiements et des revenus, cette approche devant être simple à adopter et à appliquer.

11 Nous sommes d'avis que la divulgation des paiements dans un pays donné devrait impliquer toutes les entreprises du secteur des industries extractives présentes dans ce pays.

12 Lorsqu'il s'agit de trouver des solutions, nous considérons que toutes les parties prenantes – les gouvernements et leurs agences, les entreprises du secteur des industries extractives, les sociétés de service, les organisations multilatérales, les organisations financières, les investisseurs et les organisations non-gouvernementales – ont des contributions importantes et pertinentes à apporter.

*Principes EITI adoptés à Londres en 2003 lors de la Conférence de Lancaster House organisée par le Gouvernement britannique



E-mail:
Web :
Adresse :

office@eitimadagascar.org
www.eitimadagascar.org
Ex-bâtiment de Laboratoire des Mines,
Ampandrianomby
101 Antananarivo Madagascar

